

Communiqué de presse

Pour diffusion immédiate

Plan stratégique du RTC 2005-2014 **Ne reste plus qu'à le financer !**

Québec, le jeudi 31 mars 2005. Accès transports viables – le Regroupement des utilisateurs et utilisatrices des transports collectifs et alternatifs du Québec métropolitain – accueille favorablement le plan stratégique 2005-2014 du RTC. « Il y a dans ce plan plusieurs bonnes idées qui amélioreront de manière notable le service aux usagers. Maintenant, il ne reste plus qu'à trouver l'argent pour le financer », commente Pascal Laliberté, président de l'organisme.

L'amélioration des parcours Métrobus actuels, la création de nouveaux parcours du même type, un lien direct entre le traversier et la Haute-Ville, des aires d'attentes plus confortables, etc. sont des revendications traditionnelles d'Accès transports viables depuis plus de 10 ans. « En fait, ce plan est une forme de rattrapage de tout ce qui aurait dû se faire dans les dix dernières années en transport en commun à Québec. Bien que pertinentes, ces idées ne sont pas nouvelles. Il s'agit essentiellement d'améliorer et de consolider l'existant. Nous espérons que ce plan permettra de combler rapidement le retard afin de passer au plus tôt à l'étape suivante qui consiste à développer véritablement le réseau », ajoute M. Laliberté.

Pour Québec, le développement du transport en commun passe par l'implantation du Nouveau Tramway ou Tramway Moderne. La technologie du Tramway Moderne a largement fait ses preuves dans les villes qui ont fait ce choix. « Rapide, confortable, spacieux, silencieux, esthétique, structurant » sont autant de qualificatifs pour décrire ce moyen de transport qui a révolutionné la mobilité urbaine dans de nombreuses villes d'Europe et d'Amérique du Nord. « Québec mérite un tramway. On en parle depuis 30 ans, il est temps de concrétiser le projet » affirme M. Laliberté.

Le plan 2005-2014 du RTC, même modeste, nécessite la mise en place par le gouvernement du Québec d'un nouveau cadre financier pour le transport en commun. Avec le transfert d'une partie de la taxe fédérale sur l'essence vers les municipalités, le gouvernement provincial a une occasion unique de régler le problème du sous-financement du transport en commun.

Le gouvernement du Québec répète constamment qu'il n'a pas les ressources financières nécessaires pour soutenir adéquatement le transport en commun et souligne que le fédéral ne contribue pas. « Les usagers de Québec font leur part et le fédéral est maintenant prêt à faire la sienne. Si le gouvernement provincial est sérieux dans sa volonté de développer durablement le Québec, il se doit de saisir cette chance de donner au transport en commun les ressources nécessaires pour assurer son développement et ce, sans créer une nouvelle taxe. Il n'a donc plus d'excuse maintenant », explique Christian Savard, coordonnateur de l'organisme.

Depuis la création des lignes Métrobus 800 et 801 en 1992, il y a eu très peu de bonnes nouvelles dans le transport en commun à Québec, ce qui fait en sorte qu'il y a maintenant un déséquilibre entre la circulation automobile, envahissante et destructrice, et les moyens de transport durables (transport en commun, marche, vélo, etc.) qui sont de plus en plus marginalisés. Il est temps de renverser cette tendance et ce plan stratégique est un premier pas dans la bonne direction, mais il faut aller plus loin. « Dans quelques mois, il y aura une course à la mairie à Québec, nous espérons qu'il y aura un candidat assez visionnaire et responsable pour mettre l'amélioration du transport en commun au cœur de son programme » conclut M. Savard.

- 30 -

Source : Christian Savard, (418) 648-1242
Pascal Laliberté, (418) 522-0011 poste 223